



## Vers une véritable stratégie de relance

2012/36

08 | 08 | 2012



Ivan Van de Cloot  
Chief Economist  
Itinera Institute

Pour ceux qui ne s'en rendent pas encore compte: nous sommes en guerre. Une bataille fait rage dans le monde financier et économique, et elle touche aux fondements de notre système. Bien entendu, l'heure est à la gestion de crise. Les déséquilibres qui ont menés à la crise actuelle ont été construits au fil des années. Ce qui pose problème, c'est que les nombreux avertissements contre l'accumulation de la dette, les bulles des prix des actifs et l'utilisation d'effets de levier par les banques ont été constamment ignorés. La qualité de gestionnaire de crise appartient entre autres à la Banque Centrale Européenne. Nul ne la lui conteste, mais lorsque nous nous imaginons que nous pouvons tout nous permettre en matière d'économie, nous jouons à la roulette russe. L'idée est que, si rien ne va plus, la BCE tirera de toute façon encore les marrons du feu.

Cette situation est comparable à la morale religieuse qui permet aux fidèles meurtres et autres crimes car les portes du paradis seront malgré tout ouvertes à chacun qui, avant sa mort, achète des indulgences. Bien que je sois convaincu du côté moral des processus économiques, je tiens à souligner que l'illusion d'un prêteur en dernier ressort qui serait infiniment présent, peut également installer une instabilité structurelle dans l'économie. S'enorgueillir des bas taux d'intérêt alors qu'il ne s'agit que d'une conséquence de la

crise de l'euro est vraiment aller trop loin. Mais ne me méprenez pas: s'il y a du feu, on doit l'éteindre.

### Stratégie de relance

La première étape, sur le très court terme, est l'achat d'obligations d'Etat. Cela a pour effet direct d'affecter la panique des marchés financiers. Cet achat devra être accompagné par une véritable politique de croissance. Dans le cadre du contrôle budgétaire, le gouvernement a présenté un cer-



*Comme chacun sait, l'achat d'obligations d'Etat n'est pas un substitut à l'insufflation de l'esprit d'entreprise chez les jeunes.*



tain nombre de mesures de relance telles que la réduction forfaitaire du précompte professionnel pour les petits et moyens revenus, la création de stages en entreprise et la diminution des charges pour les PME. Dans son rapport "10 piliers pour une politique stratégique de relance", l'Institut Itinera propose quelques pistes pour donner à l'économie belge un élan de croissance. Par le biais de ce rapport, il veut fournir l'inspiration nécessaire au gouvernement et aux politiques.

#### Economie verte

Les marges sont évidemment limitées. Cela dit, rien n'empêche une redistribution du budget vers des applications permettant à notre pays de retrouver les sources de la croissance économique. Les emplois verts ont un potentiel important et, en particulier, les projets qui s'auto-amortissent. En effet, les économies d'énergie qu'ils entraînent sont prioritaires et ils peuvent être financés par un système de tiers payant. L'instrument tarifaire comme levier le plus puissant pour la mobilisation du secteur privé doit être accompagné d'une politique de Recherche et Développement ambitieuse.

#### Plus d'exportations hors Europe

Le potentiel de concurrence de notre pays est le premier pilier: cela signifie que nos exportations doivent également être plus orientées vers l'extérieur de l'Europe. La

Belgique doit trouver plus de leviers sur les marchés internationaux. Indépendamment de la façon par laquelle la crise de l'euro se termine, le poids économique des différentes régions du monde sera redistribué. L'internationalisation exige aussi de réduire l'anxiété face aux risques qui y sont liés comme par exemple l'assurance-crédit. A cet égard, nous devons communiquer plus directement avec les dirigeants étrangers sur les nombreux avantages immatériels de notre pays. Dans tous les cas, un autre mix de financement de nos entreprises s'impose suite à la transformation du business model de nos banques.

#### Investir dans des produits difficiles à copier

Le contrôle des salaires et le remplacement des charges sur le travail par des impôts sur d'autres sources telles que la consommation, restent des besoins stratégiques. Les coûts sont un point d'attention indispensable mais insuffisant. Etrangement, notre pays ne propose qu'une faible participation dans des produits innovants qui s'avèrent complexes et difficiles à copier (11,1% contre 25% dans les pays voisins). La Belgique ne doit donc pas purement investir dans des produits innovants mais plutôt dans des produits complexes, ce qui n'est pas toujours pareil. En ce sens, une meilleure valorisation des connaissances bâties dans les institutions de la connaissance (adaptation des coûts/procédures de demandes de brevets) est essentielle.

### L'innovation à l'exportation façon allemande

Au lieu de se concentrer sur l'innovation des produits et procédés, nous devons développer des stratégies innovantes complémentaires avec une attention pour les aspects moins explicites que sont la distribution, la fiabilité de livraison, le marketing et le service après-vente... Comme l'Allemagne s'y entend, nous décrivons cet aspect comme la poursuite de l'innovation à l'exportation façon allemande.

### Encourager l'exportation des services

En comparant avec les autres pays, nous voyons que notre pays pourrait mieux valoriser son expertise dans la prestation de services. Encourageons les initiatives internationales d'exportation de services. En ce sens, nous devons passer d'un soutien théorique vers un soutien plus systématique des nouvelles initiatives technologiques. Les entraves à la concurrence en matière de services doivent être éliminées autant que possible.

### Activer le capital humain

Il est crucial, en temps de crise économique, de ne pas créer une géné-

ration perdue. A cet égard, l'alignement enseignement-marché du travail est essentiel. En ce sens, la récente initiative de s'engager avec force dans les stages peut s'avérer importante. De manière générale, il est fortement recommandé de réorienter les moyens disponibles en politique de l'emploi, qui servent actuellement surtout pour des subsides sélectifs ou des réductions salariales, en activation des services (formation, mobilité, stages etc.) qui développent de façon maximale la disponibilité et l'employabilité des talents humains. Pour ce faire, et vu la complexité de la structure de l'état belge, il est important que les différents niveaux de gouvernance soient impliqués.

Certaines mesures radicales, comme la transition rapide vers une union bancaire responsabilisée, sont urgentes. En même temps, nous devons préparer le terrain pour une véritable croissance économique. Comme chacun sait, l'achat d'obligations d'Etat n'est pas un substitut à l'insufflation de l'esprit d'entreprise chez les jeunes.

**Ivan Van de Cloot**  
Chief Economist Itinera Institute

Pour une croissance économique et  
une protection sociale durables